



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT.

Réf. D.A.G.E./3 - CP

24.10.07

**Arrêté préfectoral imposant à la SA SAFETY KLEEN
FRANCE des prescriptions complémentaires pour la
poursuite d'exploitation de son établissement situé à
AVELIN**



Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement ,

VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997, complété le 13 janvier 1999, autorisant la SA SAFETY KLEEN FRANCE - siège social : 65 avenue J. Mermoz 93126 LA COURNEUVE CEDEX - à exploiter un centre de transit de déchets provenant d'installations classées à AVELIN zone d'activités Les Marlières ;

VU la demande présentée par la SA SAFETY KLEEN FRANCE portant sur des modifications de conditions d'exploitation de son établissement ;

VU le dossier produit à l'appui de cette demande ;

VU le rapport de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 17 août 2007 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

Pour la poursuite de son activité sur AVELIN, Zone d'Activités « Les Marlières » - 59710 AVELIN, la société SAFETY KLEEN FRANCE, dénommée ci-après l'Exploitant, dont le siège social est situé, 65, avenue Jean Mermoz – 93120 LA COURNEUVE est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1997 est modifié comme suit :

«

1.1. – Activités autorisées

1.2.

La société SAFETY KLEEN FRANCE dont le siège social est situé au 65 rue Jean Mermoz – 93120 LA COURNEUVE est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'AVELIN en zone d'activités « La Marlière » les installations suivantes visées par la Nomenclature des Installations Classées.

Rubrique de classement	Libellé en clair de l'installation	Capacité maximale		Classement A/D ou NC
167 a)	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées constitués par des : <ul style="list-style-type: none"> - solvants usagés (avec regroupement) ; - diluants usagés conditionnés (sans regroupement) ; - filtres à huiles usagées ; - produits lessiviels de dégraissage usagés ; - produits lessiviels usagés issus des fluides de coupe 	Stockage (m ³) 45 4 3 10 3	Transit (t/an) 600 350 10 540 200	A
1432-2.b	Stockage de liquides inflammables répartis en : <ul style="list-style-type: none"> - un réservoir aérien de 45 m³ contenant du solvant propre (liquide inflammable de 2^{ème} catégorie) ; - des produits conditionnés constitués de diluants propres à raison de 4 m³ (liquides inflammables de 1^{ère} catégorie) 	$Ce = \frac{45}{9} + 4 = 13 \text{ m}^3$ Capacité équivalente : 13 m ³		D

Rubrique de classement	Libellé en clair de l'installation	Capacité maximale	Classement A/D ou NC
1434-1b)	Installation de conditionnement en fûts de solvant propre (liquide inflammable de 2 ^{ème} catégorie)	2 pompes d'un débit unitaire de 10 m ³ /h Débit équivalent : 4 m ³ /h	D
1412	Dépôt de gaz combustibles liquéfiés : aérosols ; spray de nettoyage des carburateurs, spray antirouille, spray freins	2 m ³	NC
2910.A	Installation de combustion fonctionnant au gaz naturel pour le chauffage : - des bureaux ; - du magasin.	23,3 kW 2 x 22 kW	NC

ARTICLE 3

1. L'arrêté préfectoral du 13 janvier 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la SA SAFETY KLEEN FRANCE pour la poursuite de son activité à AVELIN est abrogé.

ARTICLE 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 5

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et - sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de AVELIN,

- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de AVELIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

- un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 24 OCT. 2007

Le préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT

